

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES RENSEIGNEMENTS AUX PRESTATAIRES— L'APPROBATION DU MINISTRE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration une question relative à un règlement promulgué le 1^{er} mars et qui affecte tous les chômeurs. Avait-il eu connaissance du règlement entré en vigueur le 1^{er} mars ou a-t-il approuvé ce règlement qui stipule notamment:

Les employés de la Commission ne sont pas tenus d'informer les intéressés qu'il est temps pour eux de déposer une demande de prestation ni de les inviter à le faire, pas plus que de les informer de leurs droits éventuels à déposer de telles demandes.

Le ministre a-t-il eu connaissance de ce règlement et l'a-t-il approuvé?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'aimerais disposer du temps nécessaire pour étudier le règlement mentionné et en déterminer le contexte exact. Je ne le connais pas encore parfaitement.

M. Alexander: Pendant que le ministre cherchera à savoir si la chose est vraie ou fausse, pourrait-il nous dire pourquoi il a été nécessaire à la Commission de promulguer un tel règlement ou de le faire approuver, étant donné que ses frais d'administration sont passés de 26 millions de dollars en 1971-1972 à environ 144 millions pour 1973-1974, car ce règlement serait en violation directe de la nouvelle loi améliorée sur l'assurance-chômage?

M. Andras: Nous avons certainement l'intention d'adopter des méthodes beaucoup plus personnelles pour informer les intéressés. Je me ferai un plaisir d'étudier les allégations du député et de déterminer les raisons de ce règlement.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

NORD DE L'ONTARIO—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Compte tenu des discussions qu'il a tenues récemment avec des ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Ontario au sujet de l'expansion régionale dans le Nord de l'Ontario, peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement envisage de prendre à ce sujet?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, les réunions dont parle le député ont eu lieu jeudi dernier. Tout de suite après ces réunions, une équipe composée de hauts fonctionnaires fédéraux et provinciaux s'est mise au travail. Ils ont tenu une réunion. Je crois qu'une autre est prévue pour le début de la semaine. L'une des questions préliminaires dont ils discuteront sont les moyens grâce auxquels nous pouvons obtenir les meilleurs résultats pos-

Questions orales

sibles en matière d'expansion régionale dans le Nord de l'Ontario.

M. Rodriguez: Le ministre peut-il nous dire ce qui a été décidé en ce qui concerne la désignation de zones spéciales dans le Nord de l'Ontario et la création d'une société de la Couronne pour le Nord de l'Ontario?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas discuté en détail de l'opportunité de créer une société de la Couronne. Cependant, je pense pouvoir dire que le gouvernement de l'Ontario était entièrement d'accord avec nous quant à la nécessité d'accorder la priorité au Nord de l'Ontario et à certaines régions de l'Est de l'Ontario.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si son gouvernement est prêt à prendre des mesures unilatérales si le gouvernement de l'Ontario ne s'occupait pas activement de l'expansion économique du Nord de l'Ontario?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question est hypothétique. La présidence donne la parole au député de Central Nova pour une question supplémentaire.

LES RÉPERCUSSIONS DU PROJET DE LOI SUR L'EXAMEN DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LES ENTRETIENS AVEC LES PROVINCES—LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA MESURE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Compte tenu des répercussions considérables et évidentes qu'aura pour les politiques de développement régional le projet de loi sur l'examen des investissements étrangers, le ministre a-t-il discuté de cette question avec les différents premiers ministres provinciaux et avec son collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce et sait-il si une ou plusieurs provinces envisagent de contester ce projet de loi en invoquant des motifs constitutionnels?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la deuxième partie de la question, aucune province ne m'a fait part d'une telle intention. Toutefois, nous avons eu des discussions très approfondies avec certaines provinces sur l'ensemble de la question des investissements étrangers et sur la question du financement de faveur qui, comme le sait le député, revêt une importance considérable pour l'Est du Canada.

* * *

[Français]

LES FINANCES

LES DÉPÔTS SANS INTÉRÊT DU GOUVERNEMENT— MODIFICATION POSSIBLE DE LA POLITIQUE

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le gouvernement envisage-t-il la possibilité de modifier sa ligne de conduite actuelle en ce qui a trait aux dépôts sans intérêt qu'il laisse en réserve dans les banques à charte?